

# L'Humanité *rouge*



*Proletaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !*

1,50F

Adresse : B.P. 293  
75866 Paris Cedex 18  
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES  
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 348

Jeudi 16 octobre 1975

## LES TUEURS FRANQUISTES ET LEURS COMPLICES...

Dans la nuit de mardi à mercredi à Paris des commandos franquistes ont opéré contre le chanteur espagnol Imanol, dont ils ont forcé la porte mitrailleuse au poing, et contre la librairie antifranquiste «Ruedo Iberico» dont les vitres ont volé en éclat en même temps que celles des immeubles voisins.

Ainsi une nouvelle fois, la police franquiste sous la couverture de l'organisation «guerrilleros du Christ-Roi» opère en toute impunité sur le territoire français. A qui fera-t-on croire que les multiples attentats déjà commis par ces assassins peuvent être commis sans complicité dans l'appareil d'Etat français ?...

D'ailleurs est-ce un hasard si les attentats de la nuit de mardi sont intervenus quelques heures à peine après qu'une poignée de néonazis aient manifesté leur soutien à Franco sous la protection de plusieurs milliers de policiers et CRS ?

Est-ce un hasard si dans le même temps où les terroristes franquistes opèrent librement en France, plusieurs antifascistes espagnols sont arrêtés, interrogés et perquisitionnés sans ménagement par la police française ?

Non tout cela n'est pas un hasard et correspond au double jeu du gouvernement français qui «regrette» en parole les assassinats commis par Franco, histoire de ne pas se mettre les larges masses populaires à dos, mais qui, en réalité, facilite le travail de la police fasciste de Franco en France.

Voilà le revers de la médaille ! D'un côté on orchestre une grande campagne de presse pour assimiler les antifascistes espagnols et français à des «casseurs» et à des criminels de droit commun, de l'autre on laisse les mains libres aux agents du dernier allié d'Hitler au pouvoir en Europe.

Selon nos informations les arrestations et perquisitions se poursuivent actuellement contre les antifascistes espagnols en France. Un militant du FRAP serait même sur le point d'être expulsé.

La persécution des antifascistes et patriotes espagnols et basques est l'objectif de la campagne contre les révolutionnaires espagnols.

Dans cette campagne le pouvoir n'a pas été seul. Aux côtés de Franco et des services du ministre de l'Intérieur français, nous avons retrouvé chaque fois MM. Marchais et Carillo pour appuyer et développer l'opération visant à éliminer les authentiques révolutionnaires antifascistes d'Espagne.

Depuis plus de trente cinq ans, ce sont les représentants des peuples d'Espagne qui ont subi le terrorisme de Franco et ont vu des milliers de leurs fils soumis à l'emprisonnement, à la torture et à la mort.

Le blanc ne peut pas passer pour du noir, et le terrorisme de la police de Franco jusqu'en France apparaît bien pour ce qu'il est : le sursaut désespéré d'un régime vomi par les peuples d'Espagne et combattu de plus en plus les armes à la main.

# DOUBLE IMPOSTURE A MOSCOU

En marge des entretiens Giscard-Brejnev, dès sa première journée, le voyage en Russie du président de la République a donné lieu à une double imposture.

Le plus haut représentant de la bourgeoisie capitaliste française a poussé sa démagogie désormais légendaire jusqu'à déposer une gerbe de fleurs au mausolée de Lénine !

Les travailleurs de notre pays jugeront ce geste avec le mépris de classe qui s'impose : à Paris la politique de Giscard vise à leur faire supporter les conséquences de la crise du capitalisme : répression policière contre les grévistes, chômage, cherté de la vie, conditions d'existence de plus en plus difficiles ; à Moscou, le même politicien prétendrait honorer le plus grand dirigeant de la Révolution bolchevique ! C'est de la duplicité et de l'indécence.

Mais à qui incombe la responsabilité première d'une telle imposture sinon au renégat Brejnev, qui a favorisé une telle comédie ?

Les authentiques marxistes-léninistes de France et du monde entier exigent le respect de la dépouille et de la mémoire du grand LÉNINE.

## SOMMAIRE

- Les rapports CGT-CFDT ..... p. 4  
BRETIGNY : le PS en colère contre les responsables du P«C»F ..... p. 8  
Pour les instituteurs une rentrée de lutte ..... p. 6  
L'Humanité et l'émancipation des femmes (lettre de lectrice) ..... p. 7  
PORTUGAL — MELO ANTUNES :  
«La Chine peut être d'une très grande utilité pour le pays.» ..... p. 3

## SOUTIEN

### AU PEUPLE TUNISIEN

Vendredi 17 octobre, à 20 h 30 à la Mutualité  
Rue St-Victor - Métro Maubert-Mutualité

A l'appel de El Amel Tounsi  
(le Travailleur tunisien)



ETABLISSEMENTS BLIN A RENNES

RIPOSTE AU LICENCIEMENT D'UNE EMPLOYEE

Depuis le début septembre le mouvement de lutte des travailleurs des grands magasins se développe puissamment et à grande vitesse. Aux «Galeries Lafayette» de Lyon, au «Radar» de Clermont-Ferrand, dans les magasins «Inno» à Paris, partout les travailleurs refusent les dures conditions de vie et de travail qui leur sont faites, partout ils se dressent dans la lutte contre leurs patrons. Et cela est tout particulièrement vrai dans la région de Rennes où après ceux de «Mammouth», du «Printemps», de «Bati-décor» et du magasin «Rallye», ce sont les travailleurs des établissements Blin qui viennent de se mettre en grève. L'article que nous publions ci-dessous sur cette dernière lutte a été lu aux grévistes et approuvé par eux.

Les travailleurs de cette entreprise de distribution alimentaire (biscuiterie et confiserie) s'étaient mis d'accord depuis quelque temps pour créer une section syndicale CFDT. Le patron qui y voyait une menace pour ses intérêts a décidé de frapper fort : il licencie une employée. Immédiatement c'est la riposte. Le 6 octobre, sous l'impulsion de la section syndicale, la grève est déclenchée. Les revendications sont claires et nettes : non au licenciement, 1800 F par mois pour les bureaux et la manutention, 2200 F par mois pour les chauffeurs, le retour aux 40 heures, l'application de la convention collective, une heure d'information syndicale par mois...

Les travailleurs sont très déterminés. Il faut dire que dans cette entreprise de 52 ouvriers et employés - le patron persiste à n'en compter que 48 parce que 4 sont embauchés à ti-

tre temporaire -, quand un gars est malade, le patron vient chez lui pour qu'il reprenne le travail ; quand les chauffeurs veulent récupérer les heures supplémentaires, le patron vient également les chercher chez eux ; les salaires, les primes, les congés, tout cela, c'est à la tête du client...

Pour l'instant le patron n'a proposé que des broutilles. Il se moque des exigences des travailleurs. C'est ainsi qu'il a offert de prolonger d'un mois le préavis de licenciement de l'employée ! C'est ainsi également qu'il a fait de mystérieux «calculs» pour que le retour effectif aux 40 heures n'intervienne qu'en... janvier 1980 ! Mais les travailleurs ne tombent pas si facilement dans le panneau...

Après les luttes des grands magasins «Mammouth», «Le Printemps», etc., ça va décidément très bien dans le secteur commerce à Rennes...

Correspondant HR

GRANDIN (Montreuil)

PAS UN SEUL LICENCIEMENT !

seul mot d'ordre correspondant aux intérêts de la classe ouvrière

Si nous nous fions à la presse de Messieurs Marchais et Ségué nous serons «convaincus» que la fin de l'occupation de l'usine Grandin (matériel télévision) est une grande «victoire» pour les ouvrières combattives de cette usine.

Seulement voilà, nous n'avons pas plus confiance dans ce que nous raconte Ségué que dans ce que nous raconte n'importe quel représentant bourgeois surtout quand il nous parle de «victoire de la classe ouvrière», etc.

En vérité, il y a pour le moment 350 ouvrières qui restent sans travail sur un total de 500, soit plus des deux tiers. De fait la victoire temporaire est plutôt celle de la ligne bourgeoise des chefs du syndicat CGT dirigé bureaucratiquement par le parti de Marchais, consistant à dire que «350 licenciements valent mieux que 500».

C'est cette ligne politique qu'ils ont défendue à Lip, à Renault et dans bien d'autres usines, à l'opposé

de ce que demande la masse des travailleurs : «PAS UN SEUL LICENCIEMENT !»

La réalité c'est que le tapage des chefs du parti de Marchais-Ségué et de la direction de la CGT autour de la rentrée de 150 ouvrières est avant tout affaire de basse propagande sur la ligne politique du P.C.F.

Le mot d'ordre avancé était en effet «l'entreprise est viable» ce qui revient ni plus ni moins à se placer sur un point de vue patronal et est une façon de sous-entendre que les licenciements sont une question de mauvaise gestion du patron.

Non ! Monsieur Ségué, Grandin n'est pas un exemple pour la lutte de la classe ouvrière de France.

Les ouvrières de Grandin, dans leur masse, luttent contre TOUT licenciement, même si temporairement elles ont été dupées par la direction bourgeoise contrôlant le syndicat CGT et encadrant la lutte de bout en bout.

Vive la grève des loyers dans les foyers

C'est le titre d'un tract, signé des comités de résidents des foyers Sonacotra de Nanterre (Hauts-de-Seine), Bezons et Argenteuil (Val d'Oise), que l'on vient de nous faire parvenir.

La lutte qu'y ont engagée les travailleurs immigrés pour arracher des conditions de vie et de logement décentes est une lutte juste, que nous soutenons sans réserves.

Nous, locataires des foyers Sonacotra à Nanterre, à Bezons et à Argenteuil, sommes en grève des loyers à cause des augmentations successives qui ne font qu'aggraver notre situation ici en France : le chômage, les accidents de travail, l'interim qui nous frappent particulièrement.

Nous avons en charge dans notre pays une famille nombreuse que nous devons nourrir. Comment peut-on réaliser ce devoir alors que la vie et le prix des loyers de Sonacotra ne cessent d'augmenter tandis que les salaires stagnent ?

Notre grève est légitime. Nous la poursuivons jusqu'à la satisfaction de nos revendications.

Aujourd'hui, des milliers de travailleurs immigrés ont pris conscience de l'exploitation extravagante dans les usines par les patrons et dans les foyers par Sonacotra qui est dirigée par la préfecture. Celle-ci démolit des foyers à prix modestes pour obliger les immigrés à se diriger vers les foyers de la Sonacotra où sont réalisés de très gros profits.

- A Bezons, le foyer est composé d'appartements F4. Chaque appartement est divisé en dix petites cellules et chacune est louée à 230 F/mois. Sonacotra empêche ainsi 230 x 10 = 2 300 F par mois pour un F4.

- A Argenteuil, la même société empêche 270 F/mois par chambre de 6 m2.

EN PLUS DE CELA, NOUS SOMMES SOUMIS A UN REGLEMENT DE PRISON :

- C'est le responsable qui a le droit exclusif d'éteindre la télé (à 22 heures dans certains foyers) même si les émissions nous intéressent.

- Nous ne pouvons pas dépanner un membre de la famille qui vient d'arriver du pays. A Argenteuil, les habitants ont demandé d'avoir quelques chambres à leur disposition pour recevoir leurs amis.

NOUS NE POUVONS PLUS ACCEPTER CETTE SITUATION !

Pour cela nous nous sommes réunis et nous avons décidé de faire la grève jusqu'à la satisfaction de nos revendications : baisse des loyers à des niveaux raisonnables, changement des draps tous les 15 jours, des couvertures et rideaux tous les 6 mois, amélioration de l'entretien dans les foyers.

Notre grève n'est pas isolée, partout des milliers de jeunes immigrés sont en grève : à Montreuil, à St-Denis, à Bagnolet, à Sartrouville et Garges-les-Gonesse.

Nous sommes tous déterminés à mettre la main dans la main pour défendre nos droits légitimes, jusqu'à la victoire finale. Tous unis nous vaincrons !

Les comités de résidents

Ateliers Lamblin :

Première grève, première victoire

Aux ateliers Lamblin, petite usine de la métallurgie, les ouvriers viennent de remporter une victoire contre leur patron ; et cela alors que l'usine n'avait pas connu de grève depuis de très nombreuses années.

Depuis plusieurs mois, le patron s'efforçait de faire retomber le poids de la crise économique sur le dos des travailleurs. Aux salaires très bas (à peine le SMIG, même pour des ouvriers âgés) venaient s'ajouter les menaces, le retard dans les paiements (congés payés) et surtout une réduction d'horaire de 42 h 30 à 40 heures.

Le patron pensait exploiter sans limite les ouvriers et décidait le licenciement de deux d'entre eux.

La riposte ne se fait pas attendre, la colère qui couvait depuis des mois éclate : c'est la grève immédiate de

tous les ouvriers. Leurs revendications : réintégration des deux ouvriers licenciés, mise à la porte du directeur, responsable direct des licenciements (il avait transmis de mauvais plans de pièces et avait rendu responsables les travailleurs du mauvais travail), satisfaction des revendications sur les salaires, la sécurité et l'hygiène (par exemple aménagement du vestiaire qui est minuscule et d'une saleté repoussante).

Après un après-midi et une matinée de grève dans l'usine, les ouvriers obtiennent la réintégration des deux licenciés, la remise en question du poste de directeur, et l'engagement signé du patron d'examiner les autres revendications dans un délai d'un mois.

Correspondant HR

## Portugal : UNE INTERVIEW DE MELO ANTUNES AU "JORNAL NOVO"

Dans l'avion qui le ramenait de New-York où il avait participé à l'Assemblée générale des Nations unies, le ministre des Affaires étrangères, Melo Antunes, a accordé une longue interview au «Jornal Novo», à propos de l'orientation de la politique internationale du Portugal dont nous reproduisons ci-dessous quelques passages :

Après avoir précisé que l'objectif principal de son pays n'était «pas Washington mais Nations unies», le ministre énumère les résultats concrets obtenus, notamment en matière d'aide financière, de la part des États-Unis.

A la question : «Ne pensez-vous pas que ce voyage et les résultats déjà obtenus comme ceux à venir, qui seront traduits comme un appui américain, ne peuvent être déformés et utilisés contre vous et le 6<sup>e</sup> gouvernement ?»

Il répond : «Je le crois. Je suis même certain qu'ils seront utilisés contre moi et contre le gouvernement. Mais je ne peux m'empêcher de faire ce que je considère comme le meilleur pour mon pays simplement parce que certains ou quelques groupes veulent déformer mes intentions», et il affirme énergiquement «J'ai été l'une des premières personnes de la révolution à placer au premier plan le problème de l'indépendance nationale. Nous sommes parfaitement conscients de son importance. De toute façon, le gouvernement portugais est vigilant sur ce point et soucieux d'éviter de se placer dans la situation de recevoir un appui uniquement de la part des États-Unis...»

Parlant des pays de l'Est, Melo Antunes souligne que le Portugal doit développer

une politique indépendante de rapprochement «en particulier avec la Roumanie, la Yougoslavie et même avec la Pologne». De même il convient de resserrer les liens avec les pays africains et arabes.

A la question : «C'est dans cette orientation qu'apparaissent des contacts avec la République populaire de Chine ?», le ministre répond qu'il attache la plus grande importance à ces contacts.

Il considère que la Chine est un élément fondamental pour la politique d'indépendance nationale qu'entend suivre le Portugal ; il pense que «la Chine peut contrebalancer d'autres puissances et que par son rôle dans le tiers monde, dont le Portugal veut se rapprocher, elle peut être d'une très grande utilité pour le pays».

A propos de l'Angola, Melo Antunes a proposé à la Tribune des Nations unies une conférence des trois mouvements qu'il juge indispensable. Il révèle que cette proposition a été préparée à travers des contacts importants comme ceux réalisés avec Samora Machel et Nyerere. En dernière analyse «C'est au peuple angolais de prendre en main son destin. Nous n'imposerons pas une solution en Angola».

De la crise actuelle que traverse le pays, le ministre pense qu'elle sera surmontée. Il se préoccupe profondément des derniers événements survenus dans les casernes, mais croit que le gouvernement et les responsables de l'armée sauront rétablir la discipline nécessaire. Pour lui «la révolution au Portugal vit des moments décisifs : ou bien l'autorité se rétablit immédiatement ou bien il deviendra très douloureux de l'obtenir.»

## DES MILLIERS DE PERSONNES AUX OBSEQUES D'UN DIRIGEANT DU M.R.P.P.

C'est en présence de milliers de personnes qu'ont eu lieu à Lisbonne les obsèques du



militant du MRPP Alexandrino de Sousa, assassiné la semaine dernière au cours d'une violente agression contre des militants du MRPP.

Membre du Comité central de la Fédération des étudiants marxistes-léninistes et dirigeant du MRPP, Alexandrino de Sousa avait connu les prisons et les tortures de la PIDE en 1973, de même que les coups et les sévices de la «nouvelle police de choc», en novembre dernier, au cours de la crise qui secoua l'université.

Après les prises de parole de ses camarades, la foule reprit les mots d'ordre conspuant le social-fascisme et le social-impérialisme et acclamant Alexandrino de Sousa et Ribeiro Santos, étudiant assassiné par la police fasciste en 1972, dont les deux tombes sont toutes proches.

## LES AMBITIONS SOVIÉTIQUES INQUIÈTENT LE PENTAGONE

D'après le «New-York times», le département de la Défense américaine vient de publier une étude intitulée : «La détente dans la stratégie soviétique». Elle affirme que «pour les Soviétiques, la détente est destinée à leur faciliter l'obtention d'une supériorité définitive et dans tous les domaines à l'Ouest». Cela signifie «la rupture des alliances occidentales, l'éviction d'Europe de la présence militaire américaine et l'accomplissement de l'hégémonie soviétique en Europe, ainsi que l'établissement de sa supériorité dans les domaines politique, militaire, technologique et économique à l'échelle mondiale (...) Jusqu'ici la détente a bien servi les objectifs soviétiques» affirme ce rapport.

Ce cri d'alarme est repris par un ancien secrétaire-adjoint à la Défense pour les affaires de sécurité internationale, Warren Nutter, dans un ouvrage qu'il vient de publier et où il affirme que «la détente ne peut que conduire à la démoralisation de l'Ouest et à la victoire soviétique par abandon».

C'est bien entendu, du point de vue de leurs propres ambitions hégémoniques que les USA s'inquiètent. Mais leur anxiété manifeste doit servir à maintenir éveillée la vigilance des peuples européens qui entendent être indépendants de l'URSS comme des USA.

## LE 143<sup>e</sup> ÉTAT MEMBRE DE L'ONU

La Papouasie-Nouvelle Guinée qui a accédé récemment à l'indépendance, a été admise comme État-membre de l'ONU à la dernière séance de l'Assemblée générale. Son porte-parole a affirmé que la Papouasie-Nouvelle Guinée était un pays en voie de développement et qu'elle consacrait tous ses efforts au développement économique et social. C'est donc une voix de plus qui vient s'ajouter aux nombreux pays du tiers monde qui revendiquent l'établissement d'un nouvel ordre du monde.

## YOUgoslavie : IMPORTANTES MANŒUVRES MILITAIRES DE DÉFENSE

Depuis un mois, une série de manœuvres militaires se développent en différents points du pays, pour renforcer les capacités de défense générale face à toute agression étrangère.

Les unités d'artillerie composées d'ouvriers de grandes usines et des mines ont pris part aux exercices de tir réel antiaérien dans le district militaire de Nisz.

Les jeunes officiers réservistes ont organisé un exercice militaire dans le centre de la ville de Sarajevo. A Belgrade, un important exercice d'entraînement contre une explosion atomique a été réalisé par les unités de défense civile.

Plus de 200 chirurgiens et autres travailleurs médicaux ont tenu une réunion centrale à Novi Sad pour discuter les tâches des chirurgiens yougoslaves dans la défense à l'échelle nationale.

## ALBANIE : RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL DU PTA

Le Comité central du Parti du travail d'Albanie vient de tenir sa 8<sup>ème</sup> session plénière, sous la présidence du camarade Enver Hodja. L'ordre du jour comportait, conformément aux décisions du 6<sup>ème</sup> congrès du PTA, la question de l'élaboration d'une nouvelle constitution de la République populaire d'Albanie.

## LES RAPPORTS CFDT-CGT (3)

Il semble bien que nous ayons vu juste dans notre article du 10 octobre 75 (HR No 344). Nombreuses en effet sont les entreprises où le problème de l'unité d'action CFDT-CGT se pose immédiatement. Des camarades du syndicat BETOR-PUB (région parisienne) nous ont communiqué un texte qui est versé au débat de leur Conseil syndical du 25 octobre. Il nous semble important d'en publier les extraits suivants :

(...) Un travailleur désirant s'organiser pour lutter, se trouve immédiatement confronté au choix entre principalement CGT et CFDT. Depuis longtemps le mouvement syndical est divisé. La division d'aujourd'hui est-elle le simple résidu du passé ? En fait, elle repose sur des divergences profondes. Sinon comment expliquer le développement de la CFDT ? Le travailleur qui choisit la CFDT le fait généralement de manière consciente. Les raisons de ce choix peuvent être nombreuses, mais les principales paraissent être :

1) La possibilité d'un débat : l'existence de différents courants de pensée dans la CFDT s'oppose au fonctionnement de la CGT qui apparaît à de nombreux travailleurs comme une machine à appliquer les projets politiques du PCF. Hors du Programme commun, point de salut.

2) La conception des rapports avec l'ensemble des travailleurs : la CFDT est animée d'une volonté de démocratie dans les luttes, de prise en mains par les travailleurs de leur combat. Cette volonté, inégale bien sûr, se traduit par une attitude souvent en pointe des sections CFDT dans les luttes. Elle se concrétise aussi par la reprise par la CFDT de traditions ouvrières qui ont été celles de la CGT jadis : comités de grève en particulier.

La CGT d'aujourd'hui, par contre, n'accepte les comités de

grève que s'ils lui sont soumis. Il en est de même des comités de soutien (voir la lettre ouverte du SNPBE attaquant les grévistes de l'Épur et le comité de soutien ; voir surtout l'accord confédéral CGT-CFDT de juin 1974 qui «révèle les comités antisyndicaux irresponsables» et réserve la direction de la lutte aux organisations syndicales).

Plus généralement, la ligne de la CGT est de n'admettre une forme de lutte, d'organisation des travailleurs que si elle la contrôle. C'est pour cette raison que croire que l'existence de comité de grève, d'assemblées générales, le recours à l'illégalité, etc., suffit à garantir la démocratie ouvrière dans les luttes, est une illusion dangereuse.

Seule la vigilance des travailleurs sur les principes de démocratie, seule la dénonciation claire de toute atteinte à celle-ci permettent le contrôle de la lutte par les travailleurs eux-mêmes. Les militants CFDT ont un rôle actif à jouer de ce point de vue, en particulier dans la préparation des luttes.

3) Enfin un critère fondamental de choix est le programme revendicatif, et ceci parce qu'une revendication à un moment donné reflète le projet politique, le choix de classe d'une organisation syndicale. (...)



RATEAU : La direction du PCF en inspection.

Quelle unité ? Comment ?

Par rapport à cette question, trois attitudes sont possibles :

1) L'unité à tout prix : certains militants, pensant que l'unité syndicale est la condition sans laquelle rien n'est possible, peuvent se résoudre à n'importe quelles concessions. C'est une conception dangereuse de l'unité vue comme un rassemblement et non comme un accord. C'est perdre de vue que le but de notre action (et de l'unité syndicale si elle se fait) c'est l'intérêt des travailleurs de l'entreprise, et non l'unité en soi.

2) Le découragement : on se refuse à renier les conceptions qu'on estime fondamentales. Mais on croit que rien n'est possible sans l'unité d'action syndicale (par exemple CFDT faible par rapport à CGT). Si une section en reste là, sans se demander par exemple pourquoi elle est plus faible (est-ce une question numérique ?) que la CGT, elle risque de tomber dans la passivité, l'inaction. C'est encore là perdre de vue les intérêts des travailleurs.

3) «L'unité à la base et dans l'action» : cela veut dire que l'unité ne peut se faire, dans la situation actuelle au Bétor tout au moins, que sur des points d'action précis, grâce au soutien des travailleurs à ces actions.

Faire l'unité d'action syndicale ne veut pas dire convaincre en tête à tête le délégué syndical de l'autre section qu'on a raison. Faire l'unité d'action syndicale, c'est pour une section expliquer, défendre, mettre en application ses idées auprès des masses travailleuses de l'entreprise. C'est le soutien de ceux-ci qui amènera les militants des autres syndicats, s'ils étaient en désaccord à se poser des questions.

Faire l'unité d'action syndicale, ce n'est pas attendre les propositions d'action de la part de la CGT. C'est en faire nous-mêmes, sur les revendications et avec la pratique qui nous semblent justes. C'est aussi, en cas de refus d'unité, ne pas hésiter à mener des actions sans la CGT.

En conclusion

Il ne s'agissait pas dans ce texte de faire l'apologie de la CFDT. Nous avons de grandes faiblesses que nous aurons à analyser. Il s'agissait de montrer que la division syndicale ne repose pas sur des «humeurs vagues» mais sur des conceptions syndicales et politiques divergentes. Aspirer à l'unité, ce n'est pas être prêt à n'importe quelle compromission sur ces conceptions, mais c'est les clarifier et les renforcer dans le sens des intérêts des travailleurs, les défendre devant eux, qui seuls, par leur soutien, permettront l'unité réelle à la base et dans l'action.



LIP 1973 :

Les travailleurs de la section syndicale CFDT : «Pas un seul licenciement.»

La CGT : «Mieux vaut 160 licenciements que 200.»

DEUX LIGNES OPPOSEES DANS LE MOUVEMENT SYNDICAL MONDIAL

par Filip Kota

En vente aux Herbes Sauvages — 70, rue de Belleville  
Paris 20e

Prix : 12,90 F

# FRONT CULTUREL

A la Cartoucherie de Vincennes :

## LES DEUX JOURNÉES CULTURELLES ANTI-IMPÉRIALISTES DES 11 ET 12 OCTOBRE

Le week-end dernier le Cédetim organisait deux journées culturelles anti-impérialistes. Les thèmes étaient très vastes, pratiquement toutes les régions du monde où les peuples sont en lutte contre l'impérialisme étaient représentées. Plusieurs chapiteaux :

Afrique, Maghreb-Machrek, Asie, Amérique latine, Europe, ainsi qu'un chapiteau central.

### UNE PIÈCE DE THÉÂTRE CONTRE LE PACIFISME BOURGEOIS

La troupe théâtrale des Hauts-Plateaux a présenté une saynète sur la rivalité des deux superpuissances en Europe : « Le bar de l'européen », ainsi qu'une courte pièce qui dénonce le pacifisme bourgeois : « Madame la Paix » ou « La paix respectueuse ».

Le thème de la pièce est le suivant : le personnage central, Jacques Bonhomme, est à la recherche de la paix. Celle-ci arrive en personne et lui propose plusieurs solutions :

1) Chercher la paix en soi-même et ignorer la société. C'est le personnage de « Mister Phoque », qui s'avère finalement un raciste de la pire espèce. Révolté, Jacques Bonhomme réclame « la paix pour le genre humain ».

2) Madame la Paix lui présente alors « Mister Tapis-Vert », qui symbolise la collaboration de classe. Jacques Bonhomme démasque « Tapis-Vert » et chante « paix entre tous les travailleurs et guerre aux exploités ».

3) La Paix essaie alors d'effrayer Jacques et fait venir son dernier

Soul un incident est venu ternir cette journée. Des individus prétendant défendre la lutte du peuple portugais, après avoir appelé à la division en Angola (comme le social-impérialisme russe), ont empêché le MRPP de prendre la parole.

De nombreux anti-impérialistes présents ont protesté vigoureusement

Panneaux explicatifs sur la situation dans chaque pays ou région, tables de brochures et documents, etc.

Parmi les différentes activités, car il était difficile de tout voir, notons les montages diapositives sur l'édification du socialisme en Chine, sur le Laos, les chants folkloriques et révolutionnaires, des pièces de théâtre, marionnettes géantes, des débats, etc.

atout : « la Détente ». Celle-ci lui présente la rivalité des deux superpuissances sous la forme d'un conte de mille et une nuits qui se termine par leur mariage « dans une grande ville du Nord », qui donne naissance à la Détente.

Pendant ce temps, les pensées de Jacques Bonhomme défilent sur un écran, en bandes dessinées et en photos d'actualité. Mais il n'avale pas l'histoire de la Détente : « A Munich, en 1938, tu étais déjà là ! » lui dit-il.

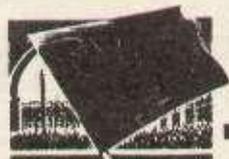
Lorsque Jacques a démasqué tous les personnages de la Paix, il conclut en chantant :

« Retiens public à l'œil critique  
Ce conte véridique  
Pourquoi cette paix meurtrière  
Porte-t-elle la guerre ?  
C'est qu'elle est l'œuvre des puissants  
Marchands de canons, buveurs de sang.

Mais la paix que cherche le peuple  
Ignore l'oppression.  
Mais la paix que cherche le peuple  
C'est la Révolution ! »

contre cette atteinte à la liberté d'expression d'une organisation qui a toujours soutenu activement la lutte de libération nationale en Angola.

Certaines personnes font courir le bruit que les militants de « L'Humanité-Rouge » ont empêché le MRPP de s'exprimer ! Alors que c'est exactement le contraire qui s'est produit.



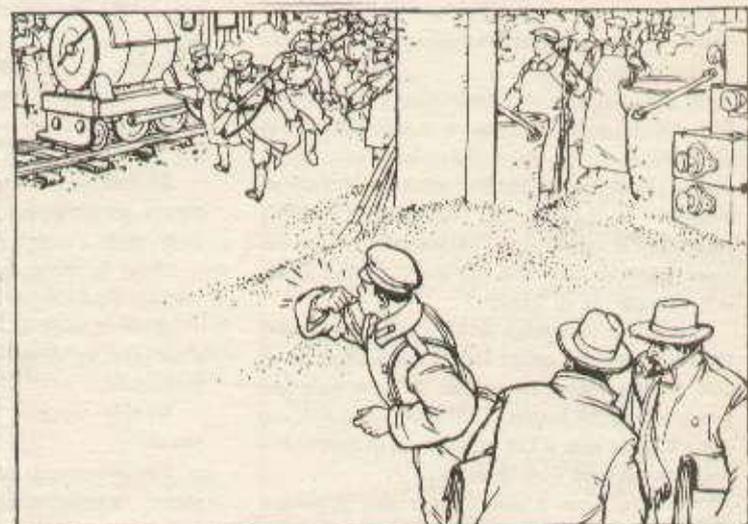
## LENINE EN OCTOBRE 1917



51) En voyant le vieil ouvrier refuser de rendre le fusil, désobéir aux ordres du gouvernement provisoire et du Comité exécutif central, Routkovsky interroge avec arrogance le vieil ouvrier à qui il dit d'obéir. Le vieil ouvrier perd patience et crie : « Fiche le camp d'ici ! Qu'as-tu à m'embêter ? J'obéis à qui je dois obéir ».



52) En colère, Routkovsky donne l'ordre aux officiers qui l'entourent de prendre les fusils des ouvriers. Les officiers suivent l'ordre et arrachent les fusils des ouvriers, mais le vieil ouvrier refuse et pousse un officier d'une main, celui-ci tombe à la renverse.



53) Routkovsky ordonne aux officiers de lancer des signaux. Aux sifflets des gardes une équipe d'élèves-officiers du gouvernement provisoire se précipitent dans l'atelier.

### LE MOUVEMENT DE MUSIQUE PROLÉTARIENNE (3)

Dans nos précédents numéros (340-343) nous avons parlé des chansons populaires à contenu révolutionnaire prolétarien dans la période de son et après le milieu des années 20.

Au cours de ces soirées culturelles du Parti communiste, les travailleurs réclament eux-mêmes leurs chants préférés. Le plus souvent, on entend « Le savon ».

La chanson s'appelle exactement : « Nous savonnons » et ridiculise la social-démocratie qui, pour les élections de 1928, avait fait distribuer des savonnettes avec l'inscription « Votez social-démocrate ! ». Voici une strophe et le refrain : « Nous avons réprimé la révolte et l'ordre a à nouveau régné dans le pays. Le sang des prolétaires rouges, il colle encore à nos mains. Nous fai-

sons de la mousse. Nous savonnons. Nous nous lavons les mains pour qu'elles soient à nouveau propres ». Elle a souvent été chantée par Ernst Busch.

Quoi d'étonnant à ce que la bourgeoisie, fidèle à sa logique de classe et consciente de l'arme que représentait la chanson prolétarienne, ait déchaîné ses forces de répression contre le mouvement musical prolétarien, allant jusqu'à interdire certaines chansons et à faire saisir des disques édités sur l'initiative du KPD.

Du fait de l'importance d'autres sujets à traiter, nous ne pouvons continuer la publication de ce texte dans l'H.R., mais nous le reproduisons intégralement dans le prochain numéro du « Souffle ».

## REGION RHONE-ALPES

# Pas de relance... mais plan de licenciements pour le patronat(2)

Nous avons commencé hier la publication d'un rapport semi-confidentiel que F. Collomb (patron lyonnais, sénateur du Rhône et adjoint au maire de Lyon) a fait à Chirac lors de son récent passage à Lyon.

Ce rapport est d'un pessimisme aigu et reflète la volonté des patrons de la finance et de l'industrie de faire payer la crise de leur

système aux masses travailleuses.

Une chose est sûre, c'est que ce rapport ne tient pas compte de la combativité de la classe ouvrière de cette région.

Cependant, il est d'un certain intérêt quant aux informations qu'il apporte sur les projets patronaux de la région Rhône-Alpes.

### HAUTE-SAVOIE

Les entreprises de décolletage ont recours à des réductions d'horaires. Pour l'instant, les effectifs sont maintenus. Les Ets Gambin, le groupe Carpano-Pons, les Ets Ronson, Chatenoud, connaissent des problèmes. La Société de presse et d'éditions d'Annecy, imprimerie de Saint-Jorioz, a déjà déposé son bilan et licencié 156 salariés.



### HOUILLERES DE LA LOIRE : FLECHISSEMENT DE LA PRODUCTION

Avec 553 724 tonnes produites en 1974 (moins 20,4 % par rapport à 1973), le Bassin de la Loire se place en queue de la production totale du Bassin Centre-Midi.

Le rapport de gestion 1974 des Houillères du Centre et du Midi est peu optimiste en ce qui concerne le Bassin de la Loire. Il rappelle en effet qu'une nouvelle opération diagnos-

tic est engagée mais tiendra évidemment compte de la situation de l'emploi dans la région, et publie des résultats chiffrés : prix de revient de la tonne : 240,43 F (soit plus 48,61 %) contre 174,71 pour la moyenne du Bassin et résultats commerciaux : avec 9,17 % des ressources du Bassin, les ventes ont atteint 33 000 tonnes (14 200 t à EDF, 9 300 t aux foyers domestiques, et 6 500 t à l'industrie).

Le stock au 31 décembre 1974 s'évalue à 116 900 tonnes.

La dégradation s'accroît également du fait de la cessation des livraisons à la centrale EDF d'Ivry-sur-Seine, de la fermeture de la cokerie de La Pilardière en juillet 1974, donc de la diminution de la production de gaz marchand (moins 44,9 %). Enfin depuis août 1974, la Loire a cessé au profit de la Proven-

ce ses livraisons de fournitures électriques à PUK.

Les effectifs à fin 1974 étaient considérablement allégés. Il restait 895 ouvriers du fond (moins 25,97 %), 839 ouvriers du jour (moins 6,47 %), 29 ouvriers des usines annexes (moins 84,57 %), 401 agents de maîtrise, techniciens et employés (moins 15,04 %) et 32 ingénieurs (moins 17,95 %). Au total 267 départs en conversion en 1974, soit moins d'un tiers qu'en 1973, et donc inférieurs aux prévisions.

A noter que les zones industrielles de la Loire, qui bénéficient d'un important budget investissement (1 656 millions de F sur 2 592 ont été consommés en 1974) ont accueilli en 1974 16 usines nouvelles - 202 emplois nouveaux - (7 sur la zone de Bayon à la Ricamarie - 107 emplois, et 9 autres entreprises représentant 95 emplois nouveaux).

## Pour les instituteurs : UNE RENTRÉE DE LUTTES

Quand on rentre dans l'enseignement, pour être instituteur, avec le bac, on a d'abord le statut de SUPPLÉANT, cela pendant 1, 2 ou même 3 ans, puis on devient REMPLACANT pendant obligatoirement 3 ans, là on devient délégué STAGIAIRE pendant 1 an sur un poste budgétairement vacant, l'année suivante on est enfin titularisé.

Le 8 septembre la situation est claire : 549 suppléants ne peuvent être inscrits sur la liste des remplaçants. Sur 327 remplaçants remplissant les conditions pour être stagiaires, seuls 71 d'entre eux le seront au 1er octobre. Soit près de 800 jeunes dans une situation bloquée, beaucoup sans nomination pour la rentrée, c'est-à-dire sans travail. Or un jeune suppléant est payé à la journée de travail dans une école, sans nomination il est sans travail mais reste disponible pour l'Education nationale et n'a pas le droit de s'inscrire au chômage.

Que fait le SNI ?

Il a participé à la Commission paritaire et a donc directement collaboré à la nomination des 71 stagiaires sur les 327 qui devaient l'être. Nomination totalement arbitraire, selon un barème où intervient la note du CAP (certificat d'aptitude pédagogique) ainsi que l'ancienneté, ce dernier point grâce au SNI, très fier qu'on tienne à présent compte de ce facteur !

Dès le 13 septembre le SNI annonce que des mesures vont être prises face à cette situation et que, si elles n'aboutissent pas, on peut envisager une grève de 24 heures... Tellement peu enthousiaste à cette idée il fait parvenir un questionnaire sur cette question dans les écoles :

«... Seriez-vous d'accord pour que la section départementale lance un mot d'ordre de grève fin septembre...

... oui } précisez le nombre de collègues  
ou } qui se prononcent...  
non }

(cf. «Ecole du grand Paris» sup. No.57)

Sans commentaire !

Entre-temps, l'Education nationale débloque une trentaine de nouveaux postes de stagiaires (ce qui ne résout en rien le problème).

Parallèlement le SNI lance le fameux mot d'ordre sur les maternelles : «35 élèves par classe» sans se donner les moyens de l'appliquer : aucune mobilisation des instituteurs, aucune explication aux parents d'élèves, les uns comme les autres suivront l'évolution de la situation dans la presse et à la télé !

A ce propos racontons comment les révisionnistes aident Haby à passer à exécution ses menaces : à Clayes-sous-Bois l'inspectrice des écoles maternelles et le maire révisionniste demandent à une directrice de rouvrir ses listes d'inscription, alors que toutes ses classes comptent déjà 36 élèves inscrits. Elle refuse et se voit suspendre de ses fonctions par l'inspecteur d'académie.

On voit très bien une fois de plus comment les révisionnistes comprennent le «soutien» aux luttes des travailleurs !

Bientôt le SNI est acculé par la base des syndiqués et propose... une grève tournante, avec pour mots d'ordre :

- «Pour la création de postes d'enseignants permettant d'assurer l'avenir des jeunes»
- «Pour la mise en œuvre (par la ville de Paris) d'un plan de construction de classes et d'écoles maternelles»

Double reculade du SNI et sur son propre terrain :

- l'an dernier il avançait sur le problème des jeunes : stagiarisation immédiate de ceux qui ont rempli les conditions ;
- à la rentrée c'est lui-même qui a bruyamment avancé 35 élèves par classe en maternelle.

Pour le jour de grève il propose... de signer une pétition :

« Constatant :

- » - d'une part que les conditions de travail des élèves et des maîtres demeurent souvent difficiles,
- » - d'autre part que l'avenir de 800 jeunes (suppléants, remplaçants, remplaçants stagiarisables) est gravement compromis :

« exige :

- » - la création de postes d'enseignants indispensables pour la stagiarisation des jeunes et l'amélioration des conditions de travail de tous,
- » - la mise en œuvre rapide par la ville de Paris d'un plan de construction de classes et d'écoles maternelles afin d'accueillir tous les enfants dont les familles le souhaitent et réduire sensiblement les effectifs.»

Cette pétition devra être signée en double exemplaire, et par délégation portée à l'Hôtel de ville : une à la préfecture, l'autre au conseil de Paris.

L'exposé des faits suffit à montrer le caractère démobilisateur et de trahison de la juste colère des enseignants.

Devant ces faits il est nécessaire de participer aux assemblées générales de grève des sous-sections locales du SNI pour y dénoncer cette trahison et imposer les justes mots d'ordre :

- titularisation immédiate de tous les auxiliaires (suppléants, remplaçants, stagiaires)
- du travail pour tous et tout de suite
- à travail égal salaire égal
- abaissement immédiat des effectifs en maternelle et soutien aux enseignants suspendus : réintégration !\*
- non aux grèves bidon et corporatives.

Organisons-nous dans la lutte : unité à la base et dans l'action.

Correspondant HR

\* Dénonciation à ce sujet de l'attitude des révisionnistes.

# Les lecteurs ont la parole

## «L' HUMANITÉ» ET L' ÉMANCIPATION DES FEMMES !



Une de nos lectrices qui signe «une femme pleine de haine contre le révisionnisme» nous fait parvenir la lettre et le document suivants, qui démasque l'idéologie de mépris des femmes dont le journaliste de «l'Humanité» J.F. Dominique fait preuve ici !

Voilà ce que j'ai lu dans «Les nouvelles féministes», journal de la «Ligue du droit des femmes» (directrice de publication : Simone de Beauvoir).

Evidemment leurs conclusions ne sont pas les nôtres mais il est quand même bon que dans toutes les couches de la population le P.C.F. se démasque à ce point... Ci-joint ce document :

Dans sa rubrique «en correctionnelle», «l'Humanité» donne régulièrement des comptes rendus d'audience où apparaissent les aspects dérisoires ou sordides de la société, l'envers de la justice «de classe». Mais cette lucidité s'arrête curieusement là où commence la lutte de libération ou tout simplement le droit de défense des femmes. Qu'une fille refuse de se laisser violer en toute impunité, et c'est, de toute éviden-

ce, le violeur qui est lésé dans ses intérêts. Que le magistrat (pour tant «libéral et compréhensif» d'habitude, le journaliste ne comprend pas...) donne raison à cette femme et voilà l'Huma qui part en croisade au nom du phallus.

S'il y a quelque chose de «démésuré, grotesque, ridicule», c'est bien l'article que nous vous livrons :

«Catherine - infirmière diplômée de 23 ans - joue avec le feu... et s'étonne ensuite qu'il brûle. Draguée un soir vers minuit boulevard Saint-Germain par Michel - vingt-six ans - elle a accepté, après dix minutes de conversation, d'aller boire un scotch chez le garçon. L'histoire ne dit pas s'il y avait une promesse d'estampes japonaises...

«Toujours est-il que Catherine ne pouvait bien évidemment que savoir ce à quoi elle s'exposait et ce qui allait inévitablement se passer. Ce n'était pas une oie blanche. Pourtant, quand Michel entreprit quelques manœuvres de rapprochement, elle protesta et se débattit. Considérant qu'il y avait là comme une rupture de contrat, Michel se fâcha : quelques paires de baffes eu-

rent raison de la pudeur vraiment trop tardive de la donzelle. Celle-ci se le tint pour dit. Et la nuit s'acheva le plus agréablement du monde. Du moins on l'espère.

«Certes, les gifles étaient de trop et Michel - en se livrant à ces violences - ne s'était pas montré à son avantage. Mais il estimait avoir droit à ce qui lui avait été tacitement promis. Qui ne le comprendrait, tout en déplorant son manque de galanterie ?

«Catherine, pourtant, n'était pas contente : sans aucun sens du ridicule - et sans pouvoir justifier fût-ce d'un quart d'heure d'arrêt de travail pour motif médical - elle porte plainte pour les soufflets. Le parquet curieusement se passionnait pour cette affaire. Et l'autre jour, Michel comparait en correctionnelle pour «violences avec préméditation».

«C'était démesuré, grotesque, ridicule. On ne condamne pas un garçon pour défaut de galanterie. Tout au plus aurait-on pu disqualifier l'inculpation primitive en une simple contravention de «violences

légères» et infliger à Michel une amende de principe de quelques dizaines de francs.

«Eh bien, pas du tout ! Le président Thiriot, à son tour, s'est accroché à l'inculpation correctionnelle fondée sur l'article 311 du code pénal. Il a gourmandé Michel avec une sécheresse de ton et une sévérité qui sont inhabituelles chez ce magistrat d'ordinaire libéral et compréhensif. Et il a condamné Michel à trois mois de prison ferme !

«Sans doute la peine est-elle amnistiable. Mais le principe demeure. Certes, on ne doit pas battre une femme, fût-ce avec une fleur. Mais quand les oiselles courent se jeter dans la gueule du grand méchant loup, elles ne sont pas fondées à se plaindre de quelques égratignures.»

Jean-François Dominique

Sans commentaires !



le sel  
de la terre

librairie - 14, rue maréchal foch

s. a. r. l. au capital de 20.000 F

tél. 33.56.88 - saint-brieuc

- livres et brochures politiques, lutte des ouvriers, paysans, intellectuels, travailleurs immigrés, femmes, jeunes, école.
- histoire : la commune, la résistance, le mouvement communiste international.
- textes du marxisme, léninisme, économie, philosophie.
- chine, albanie, tiers-monde, europe, u.s.a., u.r.s.s.
- romans, poésie, théâtre, cinéma, art au service du peuple.
- livres pour enfants, disques, affiches.

Depuis quelques temps, une nouvelle librairie progressiste a ouvert ses portes à Saint-Brieuc.

C'est une excellente chose pour tous nos amis lecteurs, et toute la population de la Bretagne.

## SAMEDI 27 SEPTEMBRE

3 Communistes Marxistes Léninistes Espagnols, membres du F.R.A.P. et 2 militants basques de P.E.T.A. sont condamnés à mort par la dictature Francoiste



Samedi après-midi, les Communistes Marxistes Léninistes du Mans, venus à la manifestation unitaire crier leur douleur et leur volonté de venger leurs camarades, sont brutalisés par le service d'Ordre du P.C.F. (véritable commando fasciste) qui veut interdire leur participation.

Une initiative positive des militants du Mans, pour prouver à tous les méthodes social-fascistes du service d'ordre du P.C.F. au Mans.

### DEMANDE DE CONTACT

Dans le but de diffuser plus largement «l'Humanité rouge» quotidienne pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

NOM ..... PRENOM .....  
AGE ..... PROFESSION .....

ADRESSE .....  
SIGNATURE

### BULLETIN D'ABONNEMENT (Ecrire en majuscules la totalité du bulletin)

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	<input type="checkbox"/> 32 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 180 F
6 mois	<input type="checkbox"/> 190 F	<input type="checkbox"/> 360 F
Soutien	<input type="checkbox"/> 300 F	<input type="checkbox"/> 500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE N° 30 226-72 - La Source

## la colère gronde contre le P.«C»F.

Bretigny : une ville de 20 000 habitants tenue depuis plus de 10 ans par les faux communistes du P.«C»F.

Jusqu'à présent ceux-ci y dominaient presque totalement l'expression politique malgré l'existence du Parti socialiste et du PSU. Mais les manifestations de soutien aux antifranquistes du FRAP et de l'ETA ont été l'occasion de sévères revers pour les dirigeants du P.«C»F.

Dans la première semaine d'octobre, des néo-nazis d'Ordre Nouveau ont badigeonné des slogans glorifiant les assassinats de Franco en les accompagnant du sigle «Occident» et «Ordre nouveau» sur la poste de la ville notamment.

Vendredi soir, les militants marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge et des militants de la section locale du PSU vont voir le PS pour organiser une riposte publique face à cette provocation fasciste. Le PS donne son accord de principe pour l'action et se charge de prévenir le P.«C»F et les organisations syndicales dans le but qu'elles s'associent à cette action.

Samedi matin, les dirigeants du P.«C»F prévenus de cette action entrent dans une colère folle, pour deux raisons :

1) ils ne sont pas à l'initiative de l'action, 2) ils n'acceptent pas qu'il y ait l'unité d'action des forces politiques (PS, PSU, HR).

Ils téléphonent immédiatement à leur fédération qui contacte aussitôt celle du PS et leur demande de participer à une manifestation regroupant les dix organisations nationales. Devant ce choix, le PS refuse d'agir avec le PSU et HR, mais ne donne pas immédiatement son avis sur la manifestation proposée par le P.«C»F.

Dimanche matin, sur le marché, quadrillé par une vingtaine de responsables du P.«C»F, ces derniers et leurs hommes de main distribuent un tract infamant où il n'est d'aucune façon mentionné un éventuel soutien aux antifascistes espagnols, mais qui par contre appelle ouvertement à la répression contre les «gauchistes» (traduire : PSU, HR). Curieusement une estafette de police rôde, alors qu'ils ne sont jamais là (qui a bien pu les prévenir ?).

Cette nouvelle trahison révisionniste renforce la détermination des camarades du PSU et des communistes marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge. Ils se dirigent ensemble, renforcés par des militants de base de la CFDT, vers la poste. Là, une banderole

est tendue : «Halte au fascisme» «Soutien aux militants du FRAP et de l'ETA en lutte contre le fascisme», un communiqué commun HR-PSU est distribué, tandis que l'on recouvre avec de la peinture le slogan fasciste.

La préposée de la poste demande la raison de cette action. Les militants lui expliquent. Elle déclare qu'elle a personnellement demandé à la mairie (P.«C»F) de faire repeindre le mur. Celle-ci lui aurait répondu que «c'est inutile, car ils (?) recommenceront de plus belle» !

Excellente réponse de la part de soi-disant «communistes», «révolutionnaires», «antifascistes».

Mais les faux communistes ne pouvaient pas en rester là ! Il fallait qu'ils aillent jusqu'au bout de leur sabotage et de leur trahison (là au moins ils sont conséquents !). Les responsables du P.«C»F font courir le bruit dans les rangs des militants de base du PS que c'étaient les militants de HR qui avaient bombé les slogans fascistes, afin de pouvoir se faire de la... publicité en les recouvrant ! Ils affirmèrent à d'autres personnes qu'ils avaient des preuves photographiques prouvant que c'était bien les «gauchistes-fascistes» de l'Humanité Rouge qui avaient inscrit ces mots d'ordre. Ils balancèrent dans leur feuille de chou locale «La Marseillaise» un article attaquant principalement les militants du PSU et faisant l'amalgame : drogués, vandales, fascistes, gauchistes, PSU-HR.

La colère gronde chez les militants du PSU, du PS et de HR, et même chez de nombreux militants de base du P.«C»F qui entretiennent des rapports politiques avec les communistes marxistes-léninistes de France. Le PS publie un tract pour rappeler au P.«C»F que «la lutte contre Franco ne se divise pas» ; que «l'amalgame fait par le PC entre les gauchistes et Franco est odieux» ; que «l'extrême-gauche "gauchiste" n'est pas notre véritable ennemi, quelles que soient nos divergences...»

Nouveaux revers pour les révisionnistes du P.«C»F.

Un proverbe populaire dit : «jamais deux sans trois» ! Les voilà ces soi-disant champions de l'unité, ces soi-disant champions de libertés ! Les voilà seuls pour leur manifestation démobilisatrice qui voulait enterrer la lutte armée antifasciste, et qui voulait diviser la classe ouvrière.

Un correspondant HR

## POUR UNE DÉFENSE NATIONALE EFFICACE ET INDÉPENDANTE

Récemment, au cours d'un meeting organisé par le PS, Charles Hernu a pris fermement position en faveur du renforcement de la défense nationale car, a-t-il dit, «une France désarmée attirerait inévitablement des appétits impérialistes, et pas seulement américains...». Dénonçant, sous les applaudissements de nombreux auditeurs, les «deux grands» qui «régissent le sort du monde à notre place» et «s'arrangent sur le dos des nations», l'orateur a également dénoncé les pseudo-pacifistes qui attaquent la bombe A et l'effort d'armement français mais ne soufflent pas mot des armements soviétiques et accepteraient volontiers le Pacte de Varsovie. Ceux-là, a souligné C. Hernu, sont «des bellicistes camouflés». Voilà qui n'a pas dû plaire aux représentants du P.«C»F présents dans la salle. Le spécialiste des affaires militaires du PS n'a pas caché les risques de guerre entre les deux superpuissances, particulièrement en Europe (le Portugal, la Yougoslavie sont des points chauds) et en Méditerranée où, a-t-il rappelé, croisent la plupart des bateaux de guerre russes et américains. Il a appelé à lutter contre la «dislocation de l'esprit civique» parmi la jeunesse qui pourrait conduire à l'armée de métier et insisté sur le fait que les problèmes de défense concernent tous les hommes de notre pays et, demain peut-être, les femmes. Hernu a par ailleurs cité avec approbation *L'Etoile rouge*, bulletin militaire du «Parti communiste marxiste-léniniste de France», qui appelle à élever la capacité de défense de notre pays, à lutter contre tout expansionnisme, etc.

Correspondant HR

## LES AUXILIAIRES A LA PORTE

Le SGEN-CFDT vient de rendre publics les plans secrets du gouvernement à l'égard des enseignants pour la période d'ici à 1981. Les économies budgétaires provoquent des coupes sombres dans ce secteur «non rentable». Il est notamment prévu l'expulsion de l'Education nationale d'une bonne proportion des 80 000 auxiliaires actuels (sur 250 000 enseignants).

Les baratins sur la titularisation progressive des auxiliaires, mis en avant il y a quelques mois, s'effacent devant la réalité. C'est 10 à 12 000 suppléants pour le primaire, 40 % des auxiliaires actuels pour le secondaire, qu'il est prévu de ne pas titulariser en fin de plan et que le gouvernement entend donc ainsi jeter sur le pavé.

Imposer leur titularisation est d'ores et déjà un des grands thèmes des luttes à mener dans l'enseignement.

## L'URSS A L'ORDRE DU JOUR :

## MARDI SOIR SUR FRANCE-INTER...

A 22 heures mardi soir sur France-Inter le russe blanc Léon Zitron parlait de l'URSS. Avec le style mielleux et grandiloquent qui est le sien, ce commentateur, bien connu pour être une brosse à reluire des personnalités bourgeoises, s'extasiait sur les transformations qu'il a pu constater à Moscou en 1975.

«Il y a quinze ans, disait-il, lorsque j'allais à l'Opéra de Moscou j'étais gardé. J'étais le seul à porter une cravate et je me sentais obligé de l'enlever. Aujourd'hui ce n'est plus

pareil, je suis à l'aise, les femmes sont en robes du soir comme en France...»

Puis, après avoir déclaré que les dirigeants soviétiques étaient très flattés d'entendre comparer Moscou à New-York, il invita d'autres visiteurs français en URSS à confirmer ses agréables surprises. «Par exemple, dit grassement l'un d'eux, il y a maintenant des cabarets où l'on peut voir de plaisantes choses. J'ai vu dans une boîte de nuit deux ravissantes jeunes filles très déshabillées qui dansaient sur scène des sortes de sambas. Et ce n'est pas réservé aux étrangers ! La preuve, le présentateur après avoir annoncé le spectacle en anglais déclare en russe "habitants de l'Union soviétique, bienvenue à Moscou !"».

## ET MERCREDI MATIN SUR EUROPE 1...

A 5 h 30 mercredi matin un autre journaliste à Moscou fit, lui, part de son étonnement. Voyant des magasins de mode bien achalandés en vêtements luxueux dans une grande artère de la capitale russe, il eut la curiosité d'entrer dans la boutique, quelle ne fut pas sa surprise lorsqu'il découvrit que derrière la façade rutilante, il n'y avait qu'un magasin d'alimentation assez mal fourni d'ailleurs.

Ces quelques faits montrent où mène la restauration du capitalisme en URSS. Une nouvelle bourgeoisie s'affiche maintenant sans honte et cherche dans sa course au mode de vie occidental à faire l'étalage de ses richesses en toc, comme tous les parvenus.